



CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt deux, le trente septembre, à 18 heures 00, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

LE SAUX Jean-Luc

Excusés

RIOU Michel (pouvoir à CORRE Michel)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)

Absents

BERVAS Viviane, BODENEZ Guillaume, NOWAK Carine

Conseil de Communauté du 30 septembre 2022
Délibération n°DCC2022_118

| | |
|--------------|--|
| Objet | Évolution du taux de Versement Mobilité sur le périmètre de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas |
| Rapporteur | Julien POUPON |
| Service | Pôle Aménagement |
| Thème | Mobilité |

Julien POUPON donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La Communauté est engagée dans l'élaboration d'un plan mobilité depuis septembre 2020. Le transfert de la compétence mobilité à la Communauté au 1^{er} juillet 2021 a renforcé cette démarche politique en la dotant d'un outil nécessaire à la mise en œuvre des actions du plan mobilité.

Le Versement Mobilité (VM) est une fiscalité associée à cette compétence, et constitue l'une des principales recettes permettant de financer les actions mobilité qu'ambitionnent de développer les élus à l'échelle du territoire du Pays de Landerneau-Daoulas.

Définition du Versement Mobilité

Pour rappel, le VM est une fiscalité payée par les employeurs (Entreprises, Associations, Structure Publique,...) de 11 salariés et plus. Il est recouvré par les Urssaf, MSA, pour le compte de la collectivité compétente. Le taux plafond du VM dépend de la population de l'autorité compétente : pour un territoire de 10 000 et 100 000 habitants, le VM maximal est de 0,55 %. L'instauration du versement mobilité est conditionnée à l'organisation par l'Autorité Organisatrice de la Mobilité d'un service régulier de transport public de personnes (ligne de bus par exemple) et à l'exception des services de transport scolaire.

Le VM peut ainsi contribuer à financer tout investissement et fonctionnement de services et d'aménagements qui rentrent dans le champ de compétence de l'autorité organisatrice de la mobilité (fonds de concours d'aide à l'aménagement d'infrastructures cyclables, actions concourant au développement des mobilités solidaires, service de transport collectif...).

Contexte

Un taux de Versement Mobilité est aujourd'hui instauré sur le périmètre de la Ville de Landerneau, à hauteur de 0,45 % (correspondant à un montant de recettes de 653 561€ en 2021). Suite à un transfert de compétence mobilité, le taux de VM a vocation à s'appliquer uniformément au territoire intercommunal. Toutefois, l'article L2333-67 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose qu'en cas de transfert de la compétence en matière d'organisation de la mobilité à un EPCI, et lorsqu'un taux de Versement Mobilité pré-existait sur une des communes membres, « le taux de versement destiné au financement des services de mobilité applicable sur le territoire des communes incluses peut être réduit ou porté à zéro par décision de l'organe délibérant de l'établissement public ou du syndicat mixte, pour une durée maximale de douze ans à compter de cette inclusion ».

Dans l'attente d'une réflexion coconstruite avec les acteurs du territoire, notamment les employeurs, et pour assurer la capacité de la Communauté à percevoir les recettes du VM existant sur Landerneau dans le cadre du transfert de la compétence mobilité, les élus avaient délibéré sur un scénario d'application différencié du taux de Versement Mobilité, le 24 juin 2021 (délibération n°DCC2021_104), comme suivant :

- maintien du taux du VM de 0,45% applicable sur le périmètre administratif de la seule commune de Landerneau,
- application d'un taux nul sur les autres communes pour l'année 2021.

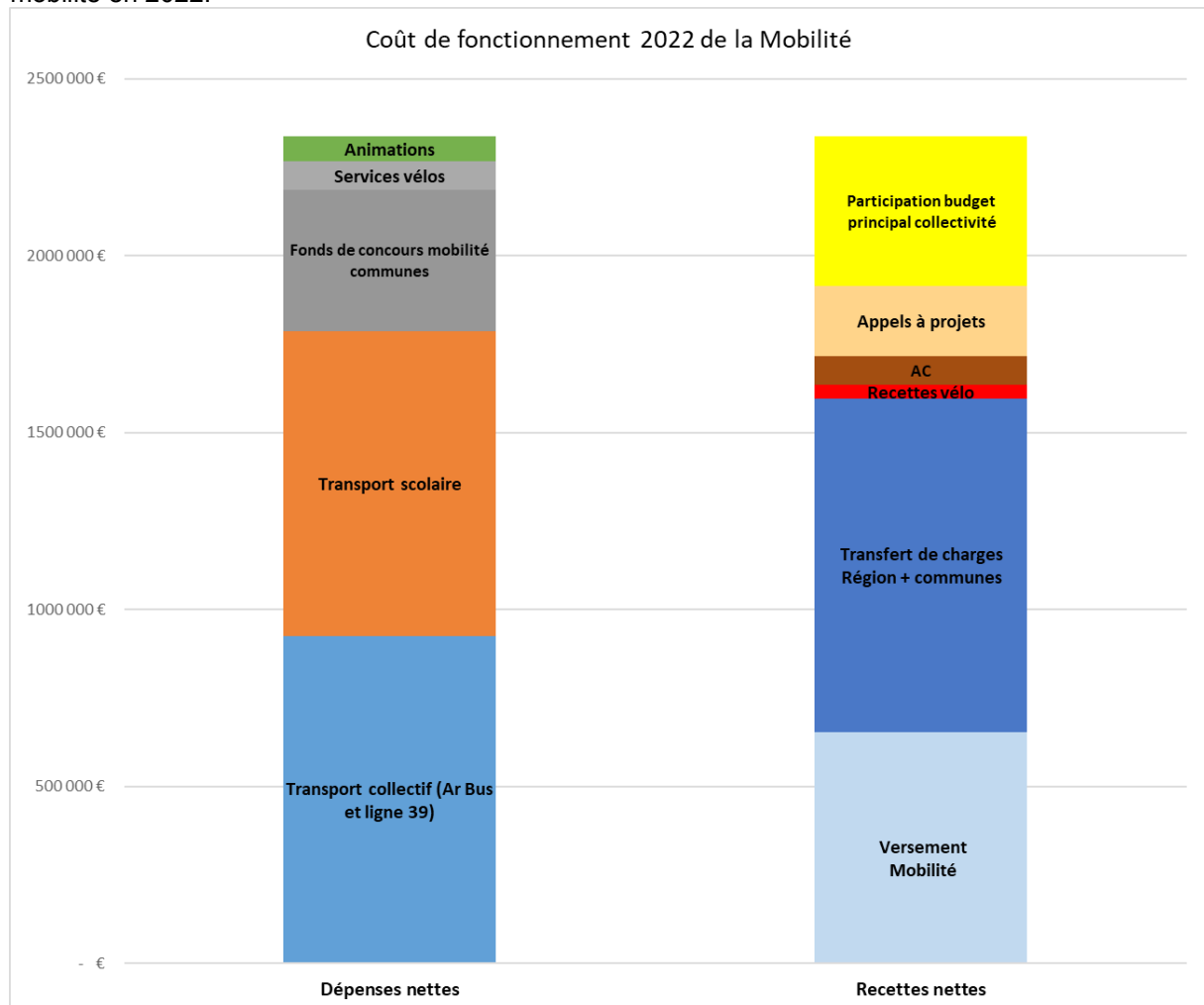
Il est proposé aux élus de réfléchir à une évolution de ce taux pour le 1^{er} janvier 2023.

Rappel des coûts de la politique mobilité 2022

Les élus ont engagé l'élaboration d'un plan mobilité ambitieux pour le territoire. Ce plan vise en effet le renforcement et le développement d'un bouquet d'offres de mobilité (transports collectifs, services vélos, alternatives à l'autosolisme...) et souhaite répondre de la manière la plus fine qui soit à la diversité des problématiques de mobilité sur le territoire.

Par ailleurs, l'intégration récente et rapide de services conséquents liés aux récents transferts de compétence (transport urbain Ar Bus, transport scolaire), ainsi que le développement de nouveaux services en expérimentation (ligne 39 Daoulas-Landerneau) nécessitent des capacités de financement importantes auxquelles permettent de répondre les recettes du Versement Mobilité, dans une mesure non négligeable.

Pour rappel, le Versement Mobilité devrait représenter environ 30 % des recettes de la politique mobilité en 2022.



La construction de ce premier socle de services mobilité, et la volonté des élus de le renforcer à l'échelle du mandat doit donc être corrélée à une capacité financière suffisante pour l'assurer de manière pérenne. L'évolution du taux de Versement Mobilité permettrait ainsi de doter la Communauté de moyens supplémentaires pour accompagner le développement de cette nouvelle politique communautaire.

Compte-rendu des espaces de concertation sur les scénarios d'évolution du VM

1/ Avis du Comité des Partenaires sur l'évolution du taux de Versement Mobilité

Conformément à l'article L1231-5 du Code des transports, l'avis du Comité des Partenaires a été sollicité sur le projet d'évolution du Versement Mobilité sur le territoire de la Communauté, à l'occasion de la réunion du 16 juin 2022. Le Comité des Partenaires s'est prononcé en faveur d'une progressivité du taux.

2/ Réunion d'information des employeurs de 11 salariés et plus sur le Versement Mobilité

L'évolution du taux de Versement Mobilité concerne potentiellement 126 employeurs de 11 salariés et plus sur le territoire de la Communauté (hors Landerneau). Une réunion d'information sur le Versement Mobilité leur a été proposée le 5 juillet 2022.

Les employeurs présents ont exprimé le souhait de pouvoir bénéficier d'un accompagnement de la Communauté dans la recherche de solutions de mobilité et d'une évolution progressive du taux de Versement Mobilité. En effet, les trajets domicile-travail, deuxième motif de déplacement sur le territoire communautaire sont fortement motorisés, et les problématiques de recrutement sont prégnantes. Les employeurs sont ainsi des acteurs incontournables de la transition écologique et sociale du territoire, déjà fortement concernés par le sujet de la mobilité.

Mise en place d'une prestation d'accompagnement des employeurs sur le sujet de la mobilité

En réponse à cette attente et pour accompagner l'évolution du taux de Versement Mobilité, la Communauté est en cours de recrutement d'un prestataire qui interviendra sur deux volets :

- le recensement des besoins des employeurs et l'analyse territoriale des zones d'emplois pour comprendre les enjeux de mobilité liés aux flux domicile-travail,
- l'accompagnement des employeurs dans la mise en place de projets mobilité, ou dans la recherche de nouvelles solutions à expérimenter sur les zones d'emplois.

Cette action s'inscrit dans le cadre de la feuille de route mobilité et viendra alimenter les réflexions collectives dans la recherche de solutions alternatives à la voiture individuelle.

Rétro-planning

Une consultation est actuellement en cours et le démarrage des prestations s'engagera en septembre 2022. L'étude se décompose ensuite en deux tranches :

- Tranche ferme (6 mois) : Analyse territoriale et état des lieux des besoins des employeurs en matière de mobilité permettant la proposition d'une stratégie et d'un plan d'actions dédié, en concertation avec les employeurs,
- Tranche conditionnelle (12 mois) : Accompagnement des employeurs dans la définition et l'expérimentation de nouvelles solutions de mobilité.

Un montant de 40 000€ a été fléché sur cette première prestation d'accompagnement.

Proposition d'un taux de Versement Mobilité pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2023

Au regard de l'ensemble de ces éléments, il est proposé aux élus d'adopter :

- le maintien du taux de 0,45 % de Versement Mobilité sur la commune de Landerneau,
- l'évolution du taux de Versement Mobilité à hauteur de 0,25 % sur les 21 autres communes de la Communauté.

| | |
|------------|--------|
| | 2023 |
| Taux de VM | 0,45 % |

| | |
|----------------------------|----------|
| Landerneau | |
| Taux de VM autres communes | 0,25 % |
| Estimation VM* | 991 000€ |

* sur la base de la masse salariale 2019 des établissements de 11 salariés et plus estimée par l'URSSAF (fourchette haute)

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le transfert de la compétence « organisation de la mobilité » en date du 1^{er} juillet 2021

Vu l'article L2333-67 du Code Général des Collectivité Territoriales,

Vu l'avis du COPIL mobilité des maires du 18 avril 2022,

Vu l'avis du Comité des Partenaires de la Mobilité rendu en date du 16 juin 2022,

Vu la réunion d'information des employeurs au sujet du Versement Mobilité du 5 juillet 2022,

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 14 septembre 2022

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 30 août 2022

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Décide :

- le maintien d'un taux de Versement Mobilité à 0,45 % sur la commune de Landerneau,
- l'instauration d'un taux de Versement Mobilité de 0,25 % sur les 21 autres communes au 1^{er} janvier 2023,

Article 2 : S'engage à accompagner les employeurs du territoire dans la recherche de solutions de mobilité durables, notamment à travers l'étude mobilité qui sera menée à partir de octobre 2022.